

Le communisme de nouvelle génération : en avant vers le socialisme du XXI^e siècle !

« Les femmes, les hommes, les potentialités et les forces existent pour ouvrir une autre voie que celle de l'enfoncement de la France, de l'Europe et du monde dans la crise sans fin où nous conduit le capitalisme mondialisé. **Nous ne sommes pas impuissants à changer le monde**, à sortir la France et l'Europe de la crise contrairement à ce que nous répètent à longueur d'antenne ceux qui monopolisent la parole et les pouvoirs. Les forces existent, elles sont nombreuses à gauche mais elles sont trop souvent isolées, étouffées, déstabilisées. Nous voulons les rassembler, car unies elles sont l'avenir. » *La France en commun*, p7.

1. « L'anarchie économique de la société capitaliste, telle qu'elle existe aujourd'hui, est, à mon avis, la source réelle du mal » Albert Einstein

La mondialisation capitaliste, stratégie faite de globalisation, de délocalisations industrielles, d'organisation de la fraude fiscale et de la délinquance financière est présentée comme une loi naturelle par le grand patronat, les partis bourgeois et les grands médias qu'ils contrôlent. Pourtant, les bouleversements climatiques que nous vivons nous démontrent que ce système n'est ni vivable, ni durable. Le productivisme fait primer le profit immédiat sur l'humain et la nature en détruisant les écosystèmes et le travail des hommes. **Le changement est inéluctable.**

Jusqu'à quand les 99 % de la population accepteront-ils que les 1 % les plus riches s'enrichissent encore plus par l'exploitation du travail des autres ? Jusqu'à quand accepteront-ils d'être condamnés à l'austérité ? Jusqu'à quand accepteront-ils de voir notre planète saccagée pour que ces 1 % augmentent toujours plus leurs profits ?

Rappelons que 60% des gaz à effet de serre sont produits par 90 entreprises multinationales. Rappelons que **le coût du capital** en France s'élève à 309 milliards d'euros, parmi le plus élevé de l'Union Européenne, que les cotisations sociales patronales sont moitié moindre : 145 milliards d'euros. Rappelons que les inégalités sont partout : par exemple, chaque année, 100.000 français sont dans l'obligation de quitter les centre-villes. Rappelons que le chômage touche de plus en plus de français, entre 5 et 6 millions selon les chiffres.

Certes, depuis 2012, la politique menée par Hollande et Valls a dégoûté des millions de citoyens. La déception est immense et elle atteint toute « *la gauche* ». **Mais la politique menée depuis plus de 3 ans est en rupture avec ce qu'est véritablement la gauche.** Elle renforce la dictature de la finance et du grand patronat. Elle utilise les impôts payés par les salariés pour subventionner les dividendes des actionnaires sans réelles créations d'emplois. Elle désorganise les collectivités locales en les fusionnant et en réduisant leurs moyens financiers. Cette politique qui ressemble tant à la droite, vise à faire « *mourir la gauche* ».

Comme ce gouvernement préfère faire la guerre en Afrique et au Moyen Orient plutôt qu'au chômage en France (car le chômage profite au patronat : en tant « *qu'armée de réserve du capital* », la peur du chômage pousse les travailleurs à accepter de « *travailler plus pour gagner moins* »), l'extrême-droite en profite pour avancer ses solutions toutes faites : « *travail, famille, patrie* », ajouté à cela ordre sécuritaire et racisme. Avec les conséquences que l'histoire nous a enseignées (Pétain, « *Maréchal nous voilà !* »). Mais l'heure est à l'urgence écologique et sociale, non à l'état d'urgence sécuritaire. Et la seule manière de changer durablement la société actuelle est celle fondée sur la démocratie et le pouvoir populaire, non sur la haine.

2. « Je suis convaincu qu'il n'y a qu'un seul moyen d'éliminer ces maux graves, à savoir l'établissement d'une économie socialiste, accompagnée d'un système d'éducation orienté vers des buts sociaux » *Albert Einstein*

Nous faisons une analyse critique de l'histoire du mouvement ouvrier et communiste international au XIXe et XXe siècle. Nous les comprenons comme une période particulière de la lutte des classes qui est le moteur de l'histoire depuis son début (la naissance des premières civilisations et de l'écriture). Nous analysons la défaite de l'Union Soviétique par des causes externes (guerre froide, militarisme, course à l'armement imposée par les USA) et internes (bureaucratisation de l'encadrement soviétique, corruption des dirigeants, privatisation graduelle de l'économie) qui ont conduit le capitalisme à rester le système dominant sur la planète. De même que le socialisme soviétique a été liquidé, le modèle social-démocrate des trente glorieuses (fondé sur les sur-profits coloniaux et le compromis fordiste) a lui aussi failli. Nous constatons cependant que cette même lutte des classes, couplée aujourd'hui à la destruction de la planète par les capitalistes, entraîne l'émergence de nouveaux mouvements populaires révolutionnaires : seront-ils progressistes ou réactionnaires ? **Nous communistes luttons pour le progrès.** Tel est le sens de notre combat.

Nous luttons pour **un projet d'émancipation humaine** de toutes les dominations : domination de classe, domination sexiste, domination raciste... Nous luttons pour une société du partage utilisant les acquis de la « Révolution informationnelle » au profit de tous, contre cette société où des milliards sont accaparés par une poignée de profiteurs. Nous luttons pour une société du bonheur contre cette austérité sans fin. Nous luttons pour un communisme de nouvelle génération, autrement dit, un socialisme du XXIe siècle.

« Quels en sont les pivots ?

- *Un nouveau mode de production et de consommation économe en ressources naturelles, créateur de nouveaux métiers qui fasse reculer le chômage jusqu'à l'éliminer; libère le travail et la création pour une activité utile aux réels besoins humains.*
- *Une société de partage où la conception, l'innovation, la création sont de plus en plus socialisées ;*
- *Une société où l'égalité entre les femmes et les hommes soit moteur, que ce soit dans la sphère privée comme publique.*
- *Une société où la production de biens et de services se relocalise, se décentralise dans une logique de durabilité et de recyclage.*
- *Une prise de pouvoir sur l'argent, les banques, la monnaie, le crédit qui est une condition majeure pour y parvenir. » La France en commun p14*

Ce projet de société ne se mettra pas en œuvre sans luttes populaires. Il sera le produit d'un mouvement long, difficile, auquel s'opposeront ceux qui n'ont pas intérêt au changement de société (grand patronat, politiciens professionnels et leaders d'opinion médiatiques payés par les capitalistes). Il demande un important engagement militant porté par les valeurs de la Révolution Française, de la Commune de Paris, de la Résistance antifasciste, de Mai 68... : libertés individuelles, égalité réelle des droits, solidarité et fraternité. Il s'appuie sur les conquêtes sociales et politiques des siècles précédents : la République, la Sécurité Sociale, les services publics, l'économie coopérative. C'est une véritable « Révolution citoyenne » qui est nécessaire, révolution à laquelle chacun est appelé à participer. La Politique doit redevenir ce qui unit les citoyens loin du cirque politicien et médiatique actuel. Notre programme « *L'humain d'abord* » vise à y contribuer de même qu'un « *Front de gauche* » sans cesse élargi.

Le Parti Communiste se situe au cœur de ce mouvement des citoyens et des organisations populaires qui ensemble, dans leur diversité, co-construiront ce socialisme du XXIe siècle.

Annexe 1 : Albert Einstein, le génie scientifique, défend « l'établissement d'une économie socialiste »

Le capitalisme, voilà la « source du mal » : un texte d'Albert Einstein publié en mai 1949 dans la revue américaine progressiste « Monthly Review », reproduit dans un dossier spécial de l'Humanité Dimanche sur le 100e anniversaire de la découverte de la théorie de la relativité générale.

« Dr Albert Einstein, est-il convenable qu'un homme qui n'est pas versé dans les questions économiques et sociales exprime des opinions au sujet du socialisme ?

Pour de multiples raisons, je crois que oui. Je suis maintenant arrivé au point où je peux indiquer brièvement ce qui constitue pour moi l'essence de la crise de notre temps. Il s'agit du rapport entre l'individu et la société. L'individu est devenu plus conscient que jamais de sa dépendance à la société. Mais il n'éprouve pas cette dépendance comme un bien positif, comme une attache organique, comme une force protectrice, mais plutôt comme une menace pour ses droits naturels, ou même pour son existence économique. En outre, sa position sociale est telle que les tendances égoïstes de son être sont constamment mises en avant, tandis que ses tendances sociales qui, par nature, sont plus faibles, se dégradent progressivement. Tous les êtres humains, quelle que soit leur position sociale, souffrent de ce processus de dégradation. Prisonniers sans le savoir de leur propre égoïsme, ils se sentent en état d'insécurité, isolés et privés de la naïve, simple et pure joie de vivre. L'Homme ne peut trouver de sens à la vie, qui est brève et périlleuse, qu'en se dévouant à la société.

L'anarchie économique de la société capitaliste, telle qu'elle existe aujourd'hui, est, à mon avis, la source réelle du mal.

Nous voyons devant nous une immense société de producteurs dont les membres cherchent sans cesse à se priver mutuellement du fruit de leur travail collectif – non pas par la force, mais, en somme, conformément aux règles légalement établies. Sous ce rapport, il est important de se rendre compte que les moyens de la production – c'est-à-dire toute la capacité productive nécessaire pour produire les biens de consommation, ainsi que, par surcroît, les biens en capital – pourraient légalement être, et sont même pour la plus grande part, la propriété privée de certains individus.

Pour des raisons de simplicité, je veux, dans la discussion qui va suivre, appeler « ouvriers » tous ceux qui n'ont point part à la possession des moyens de production, bien que cela ne corresponde pas tout à fait à l'emploi ordinaire du terme. Le possesseur des moyens de production est en état d'acheter la capacité de travail de l'ouvrier. En se servant des moyens de production, l'ouvrier produit de nouveaux biens qui deviennent la propriété du capitaliste. Le point essentiel dans ce processus est le rapport entre ce que l'ouvrier produit et ce qu'il reçoit comme salaire, les deux choses étant évaluées en termes de valeur réelle.

Dans la mesure où le contrat de travail est « libre », ce que l'ouvrier reçoit est déterminé non pas par la valeur réelle des biens qu'il produit, mais par le minimum de ses besoins et par le rapport entre le nombre d'ouvriers dont le capitaliste a besoin et le nombre d'ouvriers qui sont à la recherche d'un emploi. Il faut comprendre que même en théorie, le salaire de l'ouvrier n'est pas déterminé par la valeur de son produit.

Le capital privé tend à se concentrer en peu de mains, en partie à cause de la compétition entre les capitalistes, en partie parce que le développement technologique et la division croissante du travail encouragent la formation de plus grandes unités de production aux dépens des plus petites. Le résultat de ces développements est une oligarchie de capitalistes dont la formidable puissance ne peut effectivement être réfrénée, pas même par une société qui a une organisation politique démocratique. Ceci est vrai, puisque les membres du corps législatif sont choisis par des partis politiques largement financés ou autrement influencés par les capitalistes privés qui, pour tous les buts pratiques, séparent le corps électoral de la législature. La conséquence en est que, dans le fait, les représentants du peuple ne protègent pas suffisamment les intérêts des moins privilégiés. De plus, dans les conditions actuelles, les capitalistes contrôlent inévitablement, d'une

manière directe ou indirecte, les principales sources d'information (presse, radio, éducation). Il est ainsi extrêmement difficile pour le citoyen, et dans la plupart des cas tout à fait impossible, d'arriver à des conclusions objectives et de faire un usage intelligent de ses droits politiques.

UNE « ARMÉE » DE CHÔMEURS

La situation dominante dans une économie basée sur la propriété privée du capital est ainsi caractérisée par deux principes importants: premièrement, les moyens de production (le capital) sont en possession privée et les possesseurs en disposent comme ils le jugent convenable; secondement, le contrat de travail est libre. Bien entendu, une société capitaliste pure dans ce sens n'existe pas. Il convient de noter en particulier que les ouvriers, après de longues et âpres luttes politiques, ont réussi à obtenir, pour certaines catégories d'entre eux, une meilleure forme de « contrat de travail libre ». Mais, prise dans son ensemble, l'économie d'aujourd'hui ne diffère pas beaucoup du capitalisme « pur ».

La production est faite en vue du profit et non pour l'utilité. Il n'y a pas moyen de prévoir que tous ceux qui sont capables et désireux de travailler pourront toujours trouver un emploi; une « armée » de chômeurs existe déjà. L'ouvrier est constamment dans la crainte de perdre son emploi. Et puisque les chômeurs et les ouvriers mal payés sont de faibles consommateurs, la production des biens de consommation est restreinte et a pour conséquences de grands inconvénients. Le progrès technologique a souvent pour résultat un accroissement du nombre de chômeurs, plutôt qu'un allègement du travail pénible pour tous. L'aiguillon du profit en conjonction avec la compétition entre les capitalistes est responsable de l'instabilité dans l'accumulation et l'utilisation du capital qui amène des dépressions économiques de plus en plus graves. La compétition illimitée conduit à un gaspillage considérable de travail et à la mutilation de la conscience sociale des individus dont j'ai fait mention plus haut.

Je considère cette mutilation des individus comme le pire mal du capitalisme.

Tout notre système d'éducation souffre de ce mal. Une attitude de compétition exagérée est inculquée à l'étudiant, qui est dressé à idolâtrer le succès de l'acquisition comme une préparation à sa carrière future.

POUR LE SOCIALISME

Je suis convaincu qu'il n'y a qu'un seul moyen d'éliminer ces maux graves, à savoir l'établissement d'une économie socialiste, accompagnée d'un système d'éducation orienté vers des buts sociaux. Dans une telle économie, les moyens de production appartiendraient à la société elle-même et seraient utilisés d'une façon planifiée.

Une économie planifiée, qui adapte la production aux besoins de la société, distribuerait le travail à faire entre tous ceux qui sont capables de travailler et garantirait les moyens d'existence à chaque homme, à chaque femme, à chaque enfant. L'éducation de l'individu devrait favoriser le développement de ses facultés innées et lui inculquer le sens de la responsabilité envers ses semblables, au lieu de la glorification du pouvoir et du succès, comme cela se fait dans la société actuelle.

Il est cependant nécessaire de rappeler qu'une économie planifiée n'est pas encore le socialisme. Une telle économie pourrait être accompagnée d'un complet asservissement de l'individu. La réalisation du socialisme exige la solution de quelques problèmes sociopolitiques extrêmement difficiles: comment serait-il possible, en face d'une centralisation extrême du pouvoir politique et économique, d'empêcher la bureaucratie de devenir toute-puissante et présomptueuse ? Comment pourrait-on protéger les droits de l'individu et assurer un contre-poids démocratique au pouvoir de la bureaucratie ? La clarté au sujet des buts et des problèmes du socialisme est de la plus grande importance à notre époque de transition. Puisque, dans les circonstances actuelles, la discussion libre et sans entrave de ces problèmes a été soumise à un puissant tabou, je considère que la fondation de cette revue est un important service rendu au public.

Source internet : <http://vigneux-sur-seine.pcf.fr/73648>